

cette voie pour que nous puissions rebrousser chemin aujourd'hui. Ne l'oublions pas—et c'est l'enseignement qui se dégage des événements actuels—la bonne volonté sur laquelle vous comptez est le fruit des libertés locales et elle ne survivrait pas aux restrictions qu'on y apporterait.

Mon honorable ami vient de nous rappeler l'attitude prise par sir Henry Campbell-Bannerman, touchant l'Afrique du Sud. Monsieur Blake portait la parole, le jour même où le gouvernement litéral de sir Henry Campbell-Bannerman proclamait le libre gouvernement responsable de la nouvelle Union sud-africaine. Cet acte du gouvernement de sir Henry Campbell-Bannerman provoquait la plus vive opposition dans la Chambre des communes de Grande-Bretagne, et M. Balfour, cet homme d'Etat éminent y prononça un des plus violents discours. Cependant, sir Henry Campbell-Bannerman, M. Blake, M. Asquith, M. Lloyd-George et tous les vrais libéraux britanniques, citèrent alors le Canada comme un exemple frappant à suivre dans les relations entre le Royaume-Uni et l'Afrique-Sud, et comme le disait M. Blake: "ne l'oublions pas, la bonne volonté sur laquelle vous comptez, est le fait des libertés locales et elle ne survivrait pas aux restrictions qu'on y apporterait." Tout projet tendant à transférer d'Ottawa à Londres, les affaires du Canada, serait voué à l'avortement.

Sir Robert Borden, a mainte fois, déclaré qu'on ne saurait lier le Canada, par le vote ou la voix d'un ou deux représentants sur des questions d'importance vitale, à moins que le premier ministre et ses collègues, siégeant à la conférence impériale, ne soient appuyés par le vote du Parlement canadien. J'ai cité l'opinion de M. Blake. Voici celle d'un autre grand homme d'Etat: Il y a quelques années, parlant de ce rêve, le projet de fédération impériale, sir John Macdonald s'exprimait ainsi :

On nous dit que nous voulons la fédération impériale. Je ne m'attarderai pas à faire l'examen de la question; je me borne à dire que la fédération impériale n'est pas susceptible de réalisation. Jamais nous ne consentirons à envoyer un certain nombre d'hommes en Angleterre qui siègeraient au parlement de Londres et y voteraient le sacrifice de nos droits et de nos principes. Sur cette question-là, je suis carrément home-ruler. Nous gouvernerons notre propre pays. Nous établirons nous-mêmes nos impôts. S'il nous plaît de mal nous gouverner nous le ferons et nous ne voulons pas que l'Angleterre, l'Irlande ou l'Ecosse viennent nous dire que nous sommes des sots. Nous dirons: si nous faisons des sottises, nous seuls en subissons les conséquences; vous ne vous en trouvez pas plus mal, ni nous non plus.

Voilà le langage du bon sens. Telle est la description remarquable que nous donne du

rêve de la fédération impériale, le grand homme d'Etat, qui a dit un jour: "Sujet britannique je suis né, et sujet britannique je mourrai." J'ai cité les opinions de deux des plus grands canadiens que j'ai connus dans cette Chambre—sir John A. Macdonald et M. Edward Blake.

Monsieur le président, il est un autre grand Canadien qui, en plus d'une circonstance, s'est prononcé avec non moins d'autorité, sur la question et peut-être convient-il que je cite ses propres paroles, puisqu'il vient à peine de disparaître de ce monde. En 1905, sir Wilfrid Laurier, portant la parole devant la Chambre, disait :

A mon avis il ne serait pas possible de constater dans les colonies autonomes le désir ou l'intention de se dépouiller des pouvoirs qu'elles possèdent aujourd'hui. En ce moment nous sommes fiers de dire et de croire que les relations de l'empire britannique dans tout son ensemble sont des plus satisfaisantes. Il n'est pas conforme aux traditions de l'histoire de la Grande-Bretagne, il n'est pas non plus dans les traditions de la race anglo-saxonne d'apporter des modifications à leurs institutions, à moins que ces institutions ne soient devenues insuffisantes ou défectueuses. Aujourd'hui l'empire britannique se compose de nations rendant toutes allégeance au même souverain.

C'est ainsi que je conçois les relations du Canada avec la métropole, et bien que je ne sois pas d'accord sur toutes les résolutions de la conférence impériale que mon honorable ami a traitées si éloquemment, pourtant, je déclare que tant que cette conférence s'occupera de questions pratiques, comme nous l'a exposé cet après-midi, mon honorable ami, je n'y trouverai rien à redire. Mais quand on parle de changements dans la constitution, changements radicaux, organiques dans les relations qui existent entre le Canada et la métropole, comme Canadien, je crie "Halte"! Le Canada a sa propre constitution, son Gouvernement responsable, c'est une nation dans l'empire britannique, et elle n'est pas prête à vendre son droit d'aïnesse pour un plat de lentilles. Nous sommes sujets britanniques, mais avant tout, nous sommes Canadiens; nous désirons affirmer notre nationalité canadienne et nos droits de Canadiens, et rien ne peut être fait par le premier ministre ou ses collègues dans quelque conférence impériale pour lier le Canada dans l'avenir, à moins que de tels projets n'aient reçu la sanction du Gouvernement canadien, appuyé par le peuple du Canada.

Chemins de fer et Canaux—Divers—Chemins de fer de l'Etat, \$4,000.

M. BUREAU: Je voudrais demander au ministre des Chemins de fer et Canaux,